



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

19 octobre 2005

Volume 4, Numéro 11

LIGNE DE FOND..... 1

De nouvelles propositions et contre-propositions atterrissent sur la table des négociations agricoles 1

Le Brésil demande des mesures de rétorsion croisée aux fins des ADPIC et de l'AGCS dans le différend qui l'oppose aux États-Unis sur le coton..... 6

NOUVELLES DE L'OMC 7

Facilitation des échanges : Des divergences sur l'assistance technique et sur la portée des engagements..... 7

PMA et pays africains à tâtons à la reprise des travaux de révision des propositions sur le traitement spécial et différencié..... 9

ACP-PMA : les pays signataires du protocole ACP/UE sur le sucre se penchent sur leur industrie sucrière menacée par la proposition de réforme européenne et proposent la réactivation du G90 pour mieux défendre leurs intérêts... 10

SUR LE FIL 12

Les institutions financières internationales précisent les conditions d'assistance pour les textiles et se penchent sur les conditions des PMA à l'OMC 12

Règles : discussions sur l'antidumping et les pêcheries ; toujours pas de clarté sur les attentes concernant Hongkong 14

EVÉNEMENTS 16

PUBLICATIONS 17

LIGNE DE FOND

De nouvelles propositions et contre-propositions atterrissent sur la table des négociations agricoles

Les négociations sur l'agriculture qui ont lieu la semaine dernière, du 10 au 12 octobre, à Zurich (mini-ministérielle) et à Genève, ont connu de nouveaux déroulements, avec l'avènement de nouvelles propositions et contre propositions des principaux protagonistes - Etats-Unis, Union européenne, G-20, entre autres - toujours sous réserve de certaines conditions. Elles se sont principalement axées sur les subventions et l'accès aux marchés pour les produits agricoles.

La proposition des Etats-Unis

Les États-Unis ont présenté une nouvelle proposition de négociation couvrant tous les trois piliers des négociations sur l'agriculture (soutien interne, accès aux marchés et concurrence à l'exportation). L'élément clé réside dans la toute nouvelle volonté des États-Unis de réduire de 60% le gros du soutien interne qui fausse les échanges qu'ils octroient - le total de 'la mesure globale de soutien' (MGS) ou Catégorie ambre - au cours d'une période de 5 ans, à la condition que l'UE et le Japon réduisent le leur de 83%. Ils appellent également, concernant les subventions et soutien interne, à l'élimination totale des politiques agricoles qui faussent les échanges, sur une période de 15 ans. La période initiale de 5 ans verrait ainsi des réductions significatives du soutien interne et des droits de douane et les subventions à l'exportation seraient éliminées d'ici 2010. En effet, après les 5 premières années, les Membres disposeraient de 5 autres années pour examiner les

effets des réductions entreprises. Ils procéderaient alors à l'élimination totale du reste des tarifs et du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, durant la phase finale de 5 ans.

La proposition exigerait par ailleurs, des réductions dans les deux autres petites catégories de subventions ayant des effets de distorsion des échanges, qui ne sont pas interdites aux fins des règles de l'OMC. D'où une réduction de moitié du soutien de minimis - le niveau maximum de subventions ayant des effets de distorsion des échanges exempté - à 2,5% de la valeur de la production agricole totale dans les pays développés, et une fixation d'un plafond identique pour le soutien (partiellement découplé) de la Catégorie bleue. Ensemble, ces abaissements réduiraient, par conséquent, le niveau autorisé de soutien interne qui fausse les échanges, octroyé par les Etats-Unis, de 53%.

Toutefois, les Etats Unis se disent prêts à mettre cette proposition en œuvre si l'UE convient d'un abaissement de 75% de son propre plafond global pour les subventions ayant des effets de distorsion des échanges.

Concernant la formule, les États-Unis ont présenté une formule établissant 4 fourchettes identiques pour les pays en développement et les pays développés : en dessous de 20%, de 20 à 40%, de 40 à 60 %, et au dessus de 60%. Elle verrait des abaissements tarifaires de plus en plus importants à travers chaque fourchette, les pays développés procédant aux réductions suivantes : 55-65%, 65-75%, 75-85% et 85-90% respectivement, à l'intérieur des 4 fourchettes. Cependant ils n'ont pas spécifié l'importance des réductions tarifaires qu'ils demanderaient aux pays en développement, mais ont déclaré vouloir des abaissements "légèrement" plus faibles que ceux entrepris par les pays développés. Ils ont également suggéré le plafonnement des tarifs des pays développés à 75% et la limitation du nombre de 'produits sensibles' que les membres peuvent désigner pour des réductions tarifaires relativement faibles, à 1% des lignes tarifaires soumises aux droits de douane.

Contre-propositions de l'UE

En réponse à la demande qui lui faite à Zurich, par les États-Unis, de réduire de 80% ses subventions au titre de la catégorie de la Catégorie ambre, l'UE a offert une réduction de 70%, soit une hausse par rapport à une offre antérieure de 65%, sous réserve de "réductions proportionnées" par les États-Unis et le Japon. Elle a également proposé une réduction de 65% pour le soutien interne autorisé aux pays développés et exigé des limites et des définitions plus claires pour le soutien au titre de la Catégorie bleue, afin de restreindre les paiements contracycliques américains litigieux, qui protègent les producteurs contre l'évolution à la baisse des prix sur les marchés mondiaux.

De même a-t-elle réagi sur la formule, en offrant de renoncer à sa demande de 'pivots' qui auraient permis aux Membres un certain degré de flexibilité dans la réduction des droits de douane sur des produits particuliers, à l'intérieur de chaque fourchette. En contrepartie, elle propose de réduire de 20% les droits de douane sur des produits de la bande la plus faible, pour passer à 50% pour les droits de douane supérieurs à 90%.

Toutefois, malgré sa disposition à réduire son nombre de produits sensibles de 10% à 8% des lignes tarifaires, les 160 produits couverts dans ce cas restent bien supérieurs au chiffre de 1% avancé par les États-Unis. A ce propos, un document distribué aux ministres, à Zurich, indiquait que l'UE acceptait la proposition du G-20 relative à des plafonds tarifaires pour les produits agricoles, de 100% pour les pays développés et de 150% pour les pays en développement.

Vives réactions de la part des autres aux propositions américaines et européennes

Comme à l'accoutumée, ces propositions ont suscité des réactions aussi bien de la part des pays Membres que des autres observateurs et acteurs des secteurs de production.

Si le Canada et à l'Australie ont réservé un accueil favorable à l'initiative américaine - le ministre australien du Commerce, Mark Vaile, exigeant de

l'UE qu'elle présente une proposition d'accès aux marchés plus ambitieuse - le Japon, un autre pays qui octroie de fortes subventions, a jugé excessive la proposition américaine. Son ministre de l'Agriculture, de la foresterie et des pêcheries, Mineichi Iwanaga, a estimé que les demandes formulées par les États-Unis à l'UE et à son pays étaient "déséquilibrées par rapport au niveau de réduction que les États-Unis eux-mêmes étaient prêts à entreprendre."

De fait, les négociations à l'OMC traitent des abaissements du niveau plafond des subventions, plutôt que des montants effectifs versés par les autorités gouvernementales. De plus, en raison du grand écart entre les deux 'eaux', dans le jargon de l'OMC, des abaissements en pourcentage, même importants, du soutien interne, pourraient avoir très peu d'effet, si non aucun, en ce qui concerne la réduction des dépenses en matière de subventions.

A titre illustrateur, les projections de Kym Anderson et Will Martin, économistes de la Banque mondiale, sur la base des niveaux des subventions pour 2001, indiquent qu'une réduction de 75% des niveaux de soutien au titre de la Catégorie ambre exigerait des États-Unis une réduction de 28% des subventions effectives, et de 18% de l'UE. Ceux-ci laissent entendre que la réforme des subventions de l'UE, entreprise après 2001, pourrait même permettre à ce pays d'atteindre cette cible sans autres changements.

D'autres organisations de la société civile ont aussi réagi, notamment Oxfam, en exprimant des points de vue similaires, critiquant la proposition américaine pour les réductions négligeables qu'elle requiert dans les sommes versées à travers les programmes de soutien agricole de ce pays.

Critiques contre lesquelles s'est insurgé le représentant américain au Commerce extérieur, Robert Portman, en rejetant l'accusation selon laquelle la proposition américaine n'était rien de plus qu'un 'coup d'épée dans l'eau'. Dans un communiqué à la presse, à Genève, il déclarait en effet, qu'une réduction de 60% des limites de dépenses au titre de la Catégorie ambre abaisserait

le plafond américain de 19,1 milliards à 7,6 milliards de dollars, ajoutant que cela représenterait une "baisse de 46% en muscle et en os" par rapport au 14 milliards de dollars de la notification récente des États-Unis à l'OMC, et une réduction encore plus importante par rapport aux 17 milliards de dollars que, selon lui, son pays dépensait effectivement pour un tel soutien. Aussi poursuivit-il en ces termes : "Nous procédons ici à des réductions dans les taux appliqués, nous procédons à des réductions dans nos programmes."

M. Portman a par ailleurs rejeté la proposition européenne, en soutenant qu'elle ne faisait pas assez pour réduire les tarifs. Mettant l'accent sur l'importance que revêtait l'accès aux marchés pour Hongkong et pour le cycle de Doha, il a laissé entendre que l'approche de l'UE abaisserait ses tarifs d'un niveau moyen de 24,5%, et a déclaré : "Je ne pense pas que ce soit considéré ceci adéquat."

Auparavant, le secrétaire au Commerce et aux relations internationales de l'Argentine, Alfredo Chiaradia, avait toutefois, pour sa part, laissé entendre que la proposition américaine permettrait à Washington de dépenser 23 milliards de dollars sur l'ensemble du soutien interne qui fausse les échanges (Catégorie bleue et soutien de minimis, en plus de la Catégorie ambre) - soit 2 milliards de dollars de plus que les niveaux totaux que ce pays a notifiés à l'OMC, en 2001.

Les projections apparemment contradictoires sur l'ampleur des réductions effectives des subventions résultent en partie du manque de données fiables sur les subventions octroyées par les Membres. Les États-Unis n'ont pas notifié leurs dépenses à l'OMC depuis 2001 - un an avant le vote de la Farm Bill de 2002, qui instituait les paiements contracycliques. Les autres pays qui octroient de fortes subventions sont également en retard pour leurs notifications.

Ainsi, certains craignent que les États-Unis et l'UE ne soient en mesure de simplement reclasser leurs subventions afin de les protéger contre des engagements de réduction importante, en évitant

ainsi d'avoir à procéder à des abaissements substantiels de leurs dépenses courantes.

Au niveau interne, les propositions de réduction des subventions des Etats-Unis et l'Union européenne rencontrent également une résistance. Concernant les premiers (Etats-Unis), le président du Comité de l'agriculture du Sénat, Saxby Chambliss et le président du Comité de l'agriculture de la Chambre des députés, Bob Goodlatte, ont critiqué la proposition, en insistant sur le fait que toute réforme devait venir de l'intérieur au lieu d'être mue par la politique de l'OMC, devait laisser intact le filet de sécurité pour les producteurs et être subordonnée à l'élargissement de l'accès aux marchés dans le cycle.

Quant à l'Union européenne, ses Etats Membres manifestent une opposition de plus en plus véhémente. 13 ministres de l'Agriculture ont ainsi adressé à la commissaire européenne à l'Agriculture, Mariann Boel Fischer, une lettre de protestation dans laquelle ils déclaraient que si l'UE avait déjà procédé à des réformes substantielles de son soutien interne et avait proposé d'éliminer ses subventions à l'exportation, d'autres pays avaient peu fait pour égaler de tels efforts.

Pour sa part, le commissaire européen au Commerce extérieur, Peter Mandelson, a déclaré aux journalistes qu'il mènerait des consultations avec les Etats Membres pour élaborer une nouvelle proposition de réduction tarifaire, la semaine prochaine. Il a mis l'accent sur le fait que l'UE souhaitait que les grands pays en développement tels que le Brésil, la Chine et l'Inde, ouvrent leurs marchés aux exportations non agricoles, en déclarant que sans cela, " aucun résultat sur l'agriculture ou sur d'autres parties de nos négociations " n'est possible.

Les pays en développement, par la voix du G-20 ont estimé que l'offre américaine n'allait pas assez loin. Le ministre des Affaires étrangères brésilien, Celso Amorim, et le ministre du Commerce indien, Kamal Nath ont laissé entendre qu'il ne suffisait

pas de réduire les paiements effectifs, par rapport au simple abaissement des niveaux plafonds. Amorim a également rejeté, dans la proposition, la suggestion selon laquelle les Membres en conformité avec leurs engagements de réduction des subventions devaient être protégés par une nouvelle 'clause de paix' qui interdirait aux pays de porter les subventions agricoles les uns des autres devant le règlement des différends de l'OMC.

Quant au ministre du commerce indien, Kamal Nath, il a déclaré que les États-Unis et l'UE étaient en train " de présenter des chèques post-datés sur les subventions, tout en demandant un paiement d'avance en liquide sur l'accès aux marchés [industriels] ". Nath a fait part de son opposition à la proposition américaine de droits de douane progressivement plus élevés dans chaque fourchette, en soutenant que ceci ramènerait à l'approche de la formule suisse axée sur l'harmonisation que les Membres avaient déjà rejetée.

Une nouvelle fois, les pays du G-20 ne se sont pas seulement contentés de faire des critiques et ont avancé, lors de ces négociations, avec d'autres propositions.

De nouvelles contributions du G-20

Dans la journée du 12 octobre, le G-20 (Groupe de 20 pays en développement) a contribué aux discussions. Il annonçait avoir convenu de sa propre proposition sur la réduction des droits de douane et des subventions et concordait sur une proposition relative à l'accès aux marchés prévoyant un traitement significativement différent entre pays développés et pays en développement.

Sur l'accès aux marchés, la nouvelle proposition du G-20, du 12 octobre, est largement différente de par sa structure. Réitérant son engagement à l'égard à la fois des produits spéciaux et du MSS comme forme de traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, le G-20 propose, d'une part, que les pays en développement aient recours à des mesures correctives (qui pourraient prendre la forme de mesures antidumping ou compensatoires) contre le importations subventionnées provenant

pays développés, la progressivité des droits de douane et les produits tropicaux, ne donnant toutefois pas de détails spécifiques sur la manière de fonctionnement d'un tel mécanisme.

D'autre part, la proposition appelle à une réduction tarifaire minimale moyenne de 54% pour les pays développés et à une réduction tarifaire maximale moyenne de 36% pour les pays en développement. Pour ce faire, le G-20 propose la mise en place d'ensembles d'étages différents pour les pays en développement et les pays développés, associée à des réductions tarifaires plus importantes, pour les derniers. Les pays en développement auraient à procéder à des abaissements de 25%, 30%, 35% et 40% dans les fourchettes respectives inférieures à 30%, 30-80%, 80-130%, et supérieures à 130%. Dans leurs étages inférieurs à 20%, 20-50%, 50-75%, et supérieurs à 75%, les pays développés seraient tenus de procéder à des abaissements plus importants, de 45%, 55%, 65% et 75% respectivement. Toujours selon la proposition du G-20, les différences de seuils et de réductions tarifaires sont nécessaires pour garantir que les pays en développement n'aient pas à supporter, en fin de compte un fardeau disproportionné d'engagements.

Le G-10 et le G-33 tiennent tout de même à s'exprimer sur des aspects particuliers

Les pays du G-10 - comprenant entre autres, la Suisse, le Japon, la Norvège et la Corée - pour qui les plafonds tarifaires, présents dans les propositions des États-Unis, de l'UE et du G-20, sont tabous ont élaboré une proposition dans laquelle ils rejettent "la notion de plafonnement des tarifs agricoles". Ils proposent de ce fait un modèle fondé sur le 'crédit' qui pourrait assurer aux pays une flexibilité significative pour procéder à des abaissements dans chaque fourchette tarifaire, contre une réduction tarifaire moyenne légèrement plus importante, n'avançant toutefois pas de pourcentages spécifiques pour les abaissements tarifaires.

Quant au G-33, il attire l'attention sur les questions qui préoccupent les pays en développement. Ainsi, suite à la réunion de Zurich, le ministre kenyan du

Commerce et de l'Industrie, Mukhisa Kituyi, a appelé à prêter davantage d'attention aux questions qui intéressent les pays en développement, en avertissant que "la réunion [de Hongkong] risque d'échouer, à moins que les pays développés ne cessent de traiter les préoccupations des pays en développement après coup."

Le G-33 des pays en développement, qui est pour l'autorisation des pays en développement à désigner des 'produits spéciaux' à soumettre à des réductions tarifaires plus faibles, sur la base de critères en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural, s'est dit déçu des négociations "en termes tant de substance que de processus". Le groupe, qui appuie également la mise en place d'un 'Mécanisme de sauvegarde spéciale' (MSS) pour aider les pays en développement à se protéger contre les brusques poussées d'importations, a appelé à un processus plus inclusif qui refléterait pleinement le traitement spécial et différencié, dans les discussions. En ce qui concerne la formule d'accès aux marchés, le G-33 a déclaré que les structures tarifaires différentes des pays développés et des pays en développement devaient être prises en compte et que les seuils tarifaires des pays développés et des pays en développement devaient être fixés à des niveaux différents. Il a également appelé à la proportionnalité dans les engagements souscrits par les pays en développement et les pays développés.

Par ailleurs, il est prévu que le G-33 présente, à l'appui, une proposition sur des indicateurs pour la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence et le développement rural, les trois critères sur lesquels les produits spéciaux reposeraient. Selon le Groupe, la proposition fournira aux pays en développement des directives, dans leurs processus nationaux, pour la sélection des produits nationaux, car les trois critères doivent être pris en considération dans le contexte des différences de situations entre pays et même entre régions dans les pays.

A l'issue de cette série de négociations ponctuée par des propositions et contre-propositions, l'UE et

les Etats-Unis, s'ils semblent se rapprocher en ce qui concerne leurs propositions relatives aux subventions internes, restent profondément divisés sur l'importance des réductions tarifaires qu'ils sont disposés à accepter. Et bien que les réunions n'aient mené à aucun accord réel, les ministres ont déclaré qu'ils se réuniraient de nouveau, à Genève, la semaine prochaine. Egalement, un certain nombre de questions signalées par le G-20 et le G-33 feront probablement l'objet de discussions supplémentaires dans un futur proche.

La prochaine 'semaine de l'agriculture' officielle doit débuter le 17 octobre et des discussions au niveau ministériel sont attendues à Genève. Le Conseil général doit se réunir les 19 et 20 octobre.

Le Brésil demande des mesures de rétorsion croisée aux fins des ADPIC et de l'AGCS dans le différend qui l'oppose aux États-Unis sur le coton

Alléguant que les États-Unis n'ont pas respecté la date limite du 21 septembre pour se conformer à une décision de mars, de l'OMC, concernant le programme américain de subventions au coton, le Brésil a formellement demandé l'autorisation de prendre des mesures de rétorsion contre des brevets, des droits d'auteurs et des prestataires de services des États-Unis. Le 6 octobre, le Brésil a demandé à l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC l'autorisation de suspendre ses obligations aux fins des règles de l'OMC sur les services et les droits de propriété intellectuelle. Les Membres débattront de la demande du Brésil qui vise à imposer des sanctions d'un montant de 1.037 milliards de dollars, lors d'une réunion de l'ORD fixée le 18 octobre.

Il est probable que les États-Unis contesteront le type de rétorsion ou le niveau des sanctions que le Brésil souhaite imposer. Ceci obligerait les parties à soumettre la question à un arbitrage et dans ce cas, soit le groupe spécial qui a tranché en premier sur le différend, soit un arbitre nommé par le

directeur général de l'OMC déterminerait si les demandes du Brésil sont appropriées.

Dans l'intervalle, lors d'une conférence de presse, le 6 octobre, le secrétaire d'État adjoint américain, ancien représentant au commerce extérieur, Robert Zoellick, a laissé entendre que la rétorsion pourrait faire perdre au Brésil son accès préférentiel au marché américain, aux fins du Système généralisé de préférences.

Le 3 mars, l'ORD a confirmé une décision antérieure du Groupe spécial, selon laquelle les subventions américaines au coton portaient atteinte aux règles de l'OMC sur l'agriculture et les subventions.

Brésil : la rétorsion au titre du GATT n'est pas pratique

Préalablement à l'application de sanctions commerciales, les Membres qui cherchent à amener un pays à remplir ses obligations découlant de l'OMC doivent demander à l'Organe de règlement des différends l'autorisation de prendre des mesures de rétorsion contre ce pays. De telles sanctions prennent généralement la forme de surtaxes tarifaires sur les importations du pays contrevenant. Les mesures de rétorsion normales sont prises contre des articles qui relèvent de l'accord violé ; là où cela est possible, contre des produits dans le secteur qui fait l'objet du différend.

La 'rétorsion croisée' est le terme donné aux mesures de rétorsion appliquées aux fins d'accords de l'OMC différents de ceux qui ont été violés. Selon les règles de l'OMC, les Membres peuvent être autorisés à prendre des mesures de rétorsion croisée lorsqu'il n'est pas " pratique " ou " efficace " pour eux d'imposer des sanctions au titre de l'accord violé. Le point de savoir si c'est le cas ou non dépend de fait des effets probables de la rétorsion contre le même secteur du même accord - par exemple, dans le cas ci-dessus, la rétorsion aux fins de l'Accord général sur les droits de douane et le commerce ou GATT, qui régit le commerce des produits agricoles et non agricoles.

En principe, du fait qu'il prend des mesures de rétorsion contre les effets des subventions américaines au coton, le Brésil devrait en premier lieu prendre des mesures en imposant des droits plus élevés sur les produits agricoles ou non agricoles, qui sont comptés comme un seul secteur aux fins du GATT. Toutefois, le Brésil a fait valoir que l'imposition de droits additionnels équivalant à la totalité des 1,037 milliard de dollars de biens importés des États-Unis, serait préjudiciable et placerait le pays en situation de désavantage compétitif en rehaussant le coût des intrants et des biens d'équipement. Il a soutenu que le recours à de tels droits d'importation lèserait davantage le Brésil que la grande économie américaine, en plus d'entraver ses efforts visant à freiner l'inflation. Les importations brésiliennes en provenance des États-Unis s'élevaient à 11,3 milliards de dollars en 2004.

Le Brésil cherche donc à suspendre des concessions au titre de deux ensembles de règles de l'OMC : l'Accord général sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) et l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Ceci lui permettrait de cibler la propriété intellectuelle américaine, par exemple, les brevets, les droits d'auteur, les marques de fabrique, les dessins industriels et la protection de renseignements non divulgués. Le Brésil propose également de compenser les préjudices qu'il a subis en privant les entreprises américaines d'accès aux secteurs des affaires, de la communication, de la construction, de la distribution, du tourisme, des transports, des services et aux secteurs financiers. Il s'est toutefois réservé le droit de recourir également à la rétorsion contre les exportations de biens américains.

Si la permission de recourir à la rétorsion croisée lui est accordée, le Brésil aurait le droit, par exemple, de suspendre les effets des brevets américains, ce qui permettrait à des compagnies, au Brésil, de fabriquer des copies génériques de médicaments. La rétorsion croisée donnerait également au Brésil plus de poids pour contraindre les États-Unis à mettre leurs subventions au coton en conformité avec les règles de l'OMC.

La plupart des experts sur le système de règlement des différends de l'OMC soutiennent que la rétorsion dans le même secteur ou au titre du même accord n'est pas efficace entre des économies de taille largement différente : le grand pays pourrait ne guère ressentir la perte d'exportations, alors que le petit pourrait causer des dommages graves à sa propre économie, s'il rehausse le coût des importations en provenance du pays Membre contrevenant. La rétorsion croisée, dans de tels cas, fournit un outil qui permet aux petites économies d'amener les grands pays à se mettre en conformité.

S'il est autorisé à prendre des mesures de rétorsion croisée et s'il le fait effectivement, le Brésil sera, dans l'histoire de l'OMC, le premier pays à imposer de telles mesures. En 2000, un arbitre du règlement des différends à l'OMC avait autorisé l'Equateur à prendre des sanctions croisées d'un montant de 200 millions de dollars contre l'UE, cette dernière ne s'étant pas conformée à une décision de l'OMC contre son régime d'importation de la banane. Toutefois, l'Equateur a choisi de ne pas exercer ce droit à la rétorsion.

NOUVELLES DE L'OMC

Facilitation des échanges : Des divergences sur l'assistance technique et sur la portée des engagements

Lors d'une session informelle, les 5 et 6 octobre, le Groupe de négociation sur la facilitation des échanges de l'OMC a débattu de la teneur d'un rapport possible qui pourrait être présenté à la Conférence ministérielle de décembre, à HongKong. Les échanges au cours de la réunion ont été qualifiés de plus dogmatiques que par le passé, la portée des engagements ressortant comme des points de désaccord potentiels.

Le Japon a appelé les Membres à adopter une approche 'fondée sur le texte' pour examiner le rapport qui, après avoir reçu des contributions

ministérielles, à Hongkong, pourrait servir de base pour les futures négociations.

Les Membres examinent de nouvelles présentations

Les délégations ont consacré la première partie de la réunion à une discussion sur les nouvelles présentations. La Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suisse ont fait une présentation (TN/TF/W/67) sur la nécessité de simplifier et normaliser la documentation commerciale, tout en reconnaissant que l'OMC pouvait ne pas être l'organe le plus compétent au sein duquel développer une configuration standard. L'UE a averti que certains Membres auraient besoin de flexibilité et d'une période de transition pour se mettre en conformité. Le Brésil a ajouté que certains auraient besoin d'assistance technique pour cela.

L'Australie (TN/TF/W/66) a fait un développement sur un document antérieur énonçant les principes des 'décisions anticipées', c'est-à-dire des décisions contraignantes que les agences des douanes peuvent communiquer à l'avance aux commerçants en rapport avec l'importation projetée de marchandises, qui ont trait à des questions telles que la classification tarifaire, l'évaluation, l'origine ou l'éligibilité à des préférences. Plusieurs pays, dont l'Inde, ont déclaré que le concept était difficile à appliquer et ont souligné les dépenses potentielles pour les pays en développement.

Le rapport de HongKong : "Le diable est dans les détails"

Durant la seconde partie de la réunion, les Membres ont examiné la compilation du Secrétariat (TN/TF/W/43.Rev3) sur les diverses propositions faites jusqu'ici par les Membres. Le Secrétariat a également mis en distribution un document informel (JOB OS/222) contenant les questions sur ces propositions et les réponses que les Membres avaient faites. Le président Muhammad Yacor Noor (ambassadeur de Malaisie) a vivement invité les Membres à faire connaître leurs points de vue, car leurs contributions détermineraient la substance et la forme générale du rapport de Hongkong.

Sur les propositions, les Membres ont formulé des objections similaires à celles émises au cours des réunions antérieures, en faisant valoir que certaines des disciplines proposées iraient à l'encontre des législations nationales en vigueur. L'Inde, par exemple, a déclaré que la prescription de consulter les entreprises avant d'introduire de nouvelles législations ayant trait au commerce empiéterait sur le territoire normalement réservé au Parlement, tout en admettant que ceci ne serait pas un problème en ce qui concerne des décisions non législatives. D'autres ont laissé entendre que des questions telle que la corruption chez des responsables des douanes n'entraient pas dans le cadre des compétences de l'OMC.

De nombreuses délégations ont fait part de leurs préoccupations concernant la faisabilité technique et le coût des propositions, en particulier celles concernant la publication de renseignements, la simplification des procédures douanières et l'accélération des procédures de dédouanement. La Tanzanie aurait souligné que certains pays dépendaient davantage que d'autres des droits de douane pour les recettes fiscales et pourraient donc ne pas accepter un accord contraignant pour fixer des droits minimaux. En ce qui concerne le transit, l'Inde a appelé à un 'équilibre' entre les préoccupations des opérateurs du transit et les pays qui fournissent le transit. La Bolivie, un pays enclavé, a mis l'accent sur le fait que cet équilibre n'existait pas pour le moment.

Selon une source dans les milieux du commerce, les discussions ont clairement montré que 'le diable est dans les détails.'

Divergences sur le champ d'application, la portée des engagements; assistance technique

Un négociateur commercial d'un pays en développement a exprimé, en privé, le point de vue selon lequel pour que le rapport se fasse jour à temps, pour Hongkong, les Membres auraient à convenir du rythme et de la portée des négociations, de l'importance des engagements potentiels et de la fourniture d'assistance technique.

Certains pays souhaiteraient davantage de clarté d'ici Hongkong sur les questions qui en fin de compte feraient l'objet de négociations, ainsi que l'importance potentielle des engagements. Par ailleurs, d'autres délégations semblent davantage en faveur d'un rapport qui reflète les positions de différents pays sur diverses questions, en laissant la 'portée' et l'importance des engagements flexibles. Les partisans de la première approche soutiennent qu'actuellement, une décision ferme sur la portée réduirait l'incertitude future sur ce que l'on pourrait retrouver dans un accord éventuel.

Le négociateur a dit souhaiter, de la part des pays développés, une 'plus grande clarté' sur le point de savoir comment, à qui, combien, et quel type d'assistance serait fourni, avant d'accepter des engagements contraignants. Il a déclaré, par contre, que de nombreux pays développés souhaiteraient voir quelques types d'engagements concrets avant de fournir des détails sur l'assistance technique. Ce dilemme devrait être résolu avant que les Membres ne se mettent d'accord sur un quelconque rapport pour Hongkong.

La prochaine réunion formelle du Groupe de négociation sur la facilitation des échanges est fixée au 8-9 novembre. Des sources dans les milieux du commerce indiquent que des réunions informelles seront tenues d'ici là, une étant attendue la semaine prochaine.

PMA et pays africains à tâtons à la reprise des travaux de révision des propositions sur le traitement spécial et différencié

Si avant la pause estivale, nombre de divergences persistaient entre les Membres sur certains aspects - flexibilité, caractère automatique, illimité ou auto-octroyé des exemptions - ou sur le contenu des propositions, (Cf. Passerelles vol.6 n° 3) les résultats à la reprise semblent peu probants, notamment par rapport aux propositions des pays les moins avancés (PMA).

En effet, le 27 septembre, le président de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement, l'ambassadeur Faizel Ismael, de l'Afrique du sud, tenait une consultation informelle. A cette session, les pays développés ont fait des commentaires sur 14 propositions, émanant du groupe des pays africains Membres de l'OMC, visant à améliorer les dispositions en matière de traitement spécial et différencié dans des accords particuliers de l'OMC. Ils se résument essentiellement aux questions de savoir à quelles fins sont élaborées les propositions, quelle motivation les sous-tend, et si elles sont inspirées de difficultés particulières relatives à la mise en œuvre des accords de l'OMC.

Parmi ces 14 propositions figurent les cinq propositions des PMA relatives : i) au Mémorandum d'Accord concernant les dérogations aux obligations; ii) à la Clause d'habilitation; iii) à l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce - MIC; iv) aux mesures en faveur des PMA et v) à la Clause d'habilitation, paragraphe. 3b. Respectivement appelées propositions 23, 38, 84, 88 et 36.

PMA et pays africains face à des difficultés

Soucieux de prendre en considération, et répondre, aux commentaires et questions des autres Membres de l'OMC, selon lesquels les documents devaient mieux exprimer les besoins qui les motivaient, les deux demandeurs clés dans les discussions sur le traitement spécial et différencié que sont les PMA et le groupe des pays africains rencontrent de sérieux problèmes dans la reformulation de leurs propositions. De fait, ces pays procèdent depuis plusieurs semaines à la révision des textes de leurs propositions, axées sur des accords particuliers, s'efforçant de traduire ces questions en modifications concrètes dans les textes des propositions.

Ainsi, en raison de leur capacité de négociation limitée et face à la difficulté de pouvoir simultanément participer aux discussions et aider à la révision des propositions relatives au traitement spécial et différencié, les PMA et les pays africains ont sollicité une période de temps supplémentaire

pour la rédaction des nouvelles versions de leurs propositions, afin de rehausser le traitement spécial et différencié. Sollicitation, émise le 12 octobre dernier, lors de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement qui a valu l'ajournement de ladite session de même que l'expression d'un sentiment de déception de la part de son Président, l'ambassadeur Faizel Ismael, d'Afrique du Sud.

Il apparaît toutefois que le groupe des PMA semble plus proche d'une nouvelle formulation, ayant demandé à d'autres Membres de faire de nouveaux commentaires. Du côté des pays africains, le délégué égyptien a dit ne pas être en mesure de formuler une position collective au nom du Groupe vu que les pays n'avaient pas commencé à se consulter.

Face à cet état de faits, l'UE a proposé qu'une partie de l'ensemble sur le développement à examiner à Hongkong comprenne l'accès aux marchés sans droits de douane et sans contingent pour les produits des PMA, ajoutant que cela pourrait corriger en partie les effets de l'érosion de l'accès préférentiel à certains marchés dont ils bénéficiaient ; question déjà évoquée en juillet, lors des négociations de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement.

Pour sa part, le Président du Comité, Faizel Ismail, a tenu à rappeler aux Membres qu'il ne leur restait plus que deux semaines pour élaborer le projet de texte pour la Conférence ministérielle de décembre, à Hongkong, invitant par ailleurs, vivement, les deux groupes à accélérer leurs travaux.

ACP-PMA : les pays signataires du protocole ACP/UE sur le sucre se penchent sur leur industrie sucrière menacée par la proposition de réforme européenne et proposent la réactivation du G90 pour mieux défendre leurs intérêts

Les ministres représentant les Etats ACP signataires du protocole ACP-UE sur le sucre et les PMA fournisseurs de sucre au titre de l'Initiative "TSA" se sont réunis à Kisumu (Kenya) du 22 au 25 septembre 2005, à l'occasion de la 9ème Conférence ministérielle spéciale ACP sur le sucre en vue d'examiner des stratégies visant à promouvoir le développement durable de leurs industries sucrières, notamment à la lumière des propositions radicales de la Commission européenne pour réformer le régime communautaire du sucre.

Les ministres ont noté que les Etats ACP et les PMA ont toujours été prêts à travailler avec l'Union européenne dans toutes les enceintes appropriées pour examiner des stratégies destinées à promouvoir leur développement socio-économique durable grâce au commerce, en particulier du sucre, conformément à l'accord de Cotonou et d'autres instruments contraignants. Ils ont déploré l'absence de progrès enregistrés jusqu'ici et indiqué qu'une occasion de réaliser le développement durable était en train d'être perdue, ce qui aura des conséquences très négatives.

Ils considèrent en effet que la proposition UE de réforme est déséquilibrée et discriminatoire envers les ACP. Le manque de cohérence des politiques communautaires compromet la capacité de ces pays à utiliser le commerce comme un moyen d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Ils se sont ainsi dit préoccupés par le fait que, sous sa forme actuelle, la proposition de la Commission aura des conséquences très graves, y compris la destruction de leurs industries sucrières, ce qui entraînera des effets dévastateurs sur les Etats ACP

et PMA, notamment sur leur tissu social, l'emploi, la sécurité et la réalisation des OMD à laquelle les Etats ACP et les Etats membres de l'UE attachent la plus haute importance.

L'offre de mesures d'accompagnement de la Commission en faveur des Etats ACP, d'un montant de 40 millions d'euros la première année et d'un montant non précisé les années suivantes, est jugée insuffisante par les ministres pour donner aux Etats ACP les garanties fermes nécessaires pour moderniser, restructurer et améliorer leur compétitivité. A cet égard, les ministres notent en outre que, selon le Royaume-Uni, 100 millions d'euros seront nécessaires la première année et, les années suivantes, 500 millions d'euros chaque année.

Les ministres ont rejeté l'argument de la Commission selon lequel l'ouverture du marché communautaire aux PMA dans le cadre de l'Initiative "TSA" impose les baisses drastiques de prix proposées. Ils ont également noté que ces baisses si importantes des prix vont bien au-delà de ce qui est exigé de l'UE pour honorer les engagements qu'elle sera probablement amenée à prendre à l'OMC. Ils ont de plus noté leur inquiétude devant l'absence de mesures d'accompagnement spécifiques en faveur des PMA dans le cadre de l'Initiative "TSA".

Le cas de St-Kitts-et-Nevis, Etat ACP signataire du Protocole sur le sucre, a été donné en exemple pour montrer les effets négatifs de la proposition européenne. Ce pays a été contraint d'arrêter sa production de sucre destiné à l'exportation, puisqu'en raison de la baisse de 39% du prix du sucre proposée par la Commission cette production ne serait plus rentable. Les ministres ont ainsi demandé instamment à la Commission européenne de fournir immédiatement à St-Kitts-et-Nevis un appui budgétaire pour l'exercice 2006, appui nécessaire tant pour accompagner le processus de transition que pour assurer une diversification et une adaptation plus large, comme indiqué dans le Plan d'action.

Les ministres ont convenu de la nécessité de restructurer leurs industries du sucre, mais que la réforme doit être menée à leur propre rythme, en tenant compte des spécificités de chaque industrie et de chaque pays. Ils ont réaffirmé leur souveraineté et leur capacité à prendre leurs propres décisions, pour le bien de leurs populations, et demandent à l'UE de donner à ses délégations nationales un mandat clair pour jouer un rôle de soutien dans le cadre de ce mandat et ce, dans l'esprit du partenariat ACP-UE, tout en procédant à l'examen des mesures d'accompagnement.

Ils ont convenu que les Etats ACP et les PMA participeront activement et efficacement aux négociations à l'OMC avant et après la Conférence ministérielle à Hong Kong. Ils ont également convenu que les ACP et les PMA poursuivront une stratégie active de construction d'alliances à l'OMC et qu'ils travailleront avec les parties concernées à la réactivation du G90.

Les ministres ont reconnu les efforts menés dans le cadre des missions ministérielles de sensibilisation et ceux des ambassadeurs ACP et PMA. Ils ont dès lors convenu à l'unanimité de la nécessité d'une réunion d'urgence au plus haut niveau entre les chefs d'Etat ACP et PMA, le président de la Commission, M. Barroso, le président du Conseil UE, M. Tony Blair et le président du Parlement européen, en vue de dégager une solution acceptable pour tous les acteurs concernés du régime UE sur le sucre.

Les ministres ont vivement apprécié l'offre du vice-président de la République du Kenya, l'honorable Dr Moody Awori, de porter d'urgence la présente déclaration à l'attention de S. E. Mwai Kibaki, président du pays hôte de la 9^{ème} Conférence ministérielle spéciale sur le sucre et de procéder à des consultations avec le président du Conseil ACP et tous les chefs d'Etat ACP et PMA afin de faciliter un dialogue immédiat au plus haut niveau.

C'est le 22 juin dernier que la Commission exécutive européenne de l'UE a rendu public un

nouveau plan de réforme du marché du secteur du sucre, qui doit transformer de manière significative un système en place depuis 40 ans. La proposition comprend une réduction en deux étapes, de 39%, du prix garanti du sucre blanc ; une compensation aux agriculteurs de l'UE à hauteur de 60% de la baisse des prix sous forme d'une subvention découplée, liée au respect de normes de gestion environnementale et foncière ; et un programme de restructuration visant à encourager les producteurs les moins compétitifs à abandonner le secteur du sucre, ainsi qu'un appui aux fermetures d'usines. La réforme offre également une assistance aux pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) qui bénéficient actuellement d'un accès préférentiel sur le marché du sucre européen.

Le Protocole ACP-UE conclu en 1975 et l'Initiative TSA (Tout sauf les armes) signée par les PMA exportateurs de sucre et l'UE, sont au cœur du secteur sucrier. Le protocole relatif au sucre est en effet un accord contractuel autonome dans lequel les deux parties s'engagent à s'acquitter de leurs obligations respectives. Au terme de l'article premier de celui-ci, l'UE "s'engage pour une durée indéterminée, à acheter et à importer, à des prix garantis, des quantités spécifiées de sucre de canne, brut ou blanc, originaire des Etats ACP et que lesdits Etats s'engagent à lui fournir." L'Initiative TSA quant à elle, a pour la première fois permis aux ACP-PMA d'exporter du sucre sur le marché de l'UE dans le cadre d'un accord-cadre en leur assurant une part équitable et une livraison méthodique des quotas attribués sur le marché européen.

Sources : le Potentiel ; acpsec.org

SUR LE FIL

Les institutions financières internationales précisent les conditions d'assistance pour les textiles et se penchent sur les conditions des PMA à l'OMC

Les retombées de l'élimination des contingents sur le commerce des textiles et des vêtements, dans les pays les moins avancés (PMA), pourraient ne pas être aussi graves qu'initialement prévu, selon des présentations faites, le 29 septembre, à la réunion du sous-comité des PMA de l'OMC. S'efforçant de répondre aux préoccupations soulevées dans un rapport du Secrétariat de l'OMC du 28 juin, portant sur la compétitivité des PMA dans le secteur (WT/COMTD/LDC/W/37), des représentants du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale et le Centre du commerce international ont parlé aux Membres des travaux et de l'analyse de leurs organisations concernant la fin des contingents.

Les Membres avaient commandité le rapport du Secrétariat, intitulé "Options pour permettre aux PMA d'améliorer leur compétitivité dans le secteur des textiles et des vêtements", en octobre 2004, à l'instigation des PMA préoccupés par l'incidence de l'élimination des contingents commerciaux dans le secteur des textiles et des vêtements, le 31 décembre 2004. Une des suggestions du rapport était que les institutions financières internationales pourraient fournir une assistance technique et assurer la constitution des capacités en matière de commerce, pour aider les PMA à s'adapter à l'environnement post-contingents.

Le FMI a souligné que son Mécanisme d'intégration commerciale (Trade Integration Mechanism - TIM) pouvait fournir une telle assistance au secteur des textiles et des vêtements dans les pays qui en avaient besoin, et que ceci avait été fait pour le Bangladesh (juillet 2005) et la République dominicaine (janvier 2005). Toutefois, en raison des conditions du programme, ceci ne peut se faire que dans les cas où il y a un lien direct

entre le secteur et un problème grave de déséquilibre de la balance des paiements. Les délégués ont reconnu que la mission du FMI était d'aider les pays les plus exposés à des problèmes de balance des paiements. Certains PMA se sont toutefois interrogés sur le point de savoir si la prescription du TIM selon laquelle un pays devait avoir un problème de balance des paiements faisait de ce mécanisme un outil adéquat pour aider la plupart des PMA à traiter de la réduction des parts de marché.

Le Centre du commerce international a encouragé les pays en développement à se référer à ses travaux sur l'analyse de la chaîne de valeur ; le développement de produits et de marchés, notamment la diversification des produits ; et des idées sur le développement du commerce Sud-Sud, y compris la coopération régionale en matière de chaîne de valeur.

La Banque mondiale a rendu compte de la situation des secteurs des textiles et des vêtements dans les PMA. Selon la Banque, le Bangladesh, pour qui on attendait une perte de part des marchés au profit de grands acteurs tels que l'Inde et la Chine, n'avait pas été affecté de manière négative, comme on le craignait. La Banque a laissé entendre que les efforts déployés par les firmes et les décideurs du Bangladesh pour anticiper les tendances du marché avaient été payants. Le représentant du Bangladesh a toutefois attiré l'attention sur le fait que certains sous-secteurs dans l'industrie avaient néanmoins été durement touchés.

Dans le même temps, la recherche menée par la Banque mondiale a indiqué que d'autres pays, en particulier le Lesotho, le Malawi et le Népal, n'arrivent pas à bien faire face à l'expiration des contingents qui leur garantissaient une certaine part des marchés européens et américains. Elle a indiqué que la compétitivité des firmes de textiles et de vêtements dans les PMA était durement affectée par les processus réglementaires, les infrastructures et mesures relatives à la facilitation des échanges telles que les procédures douanières.

Le Sous-comité a décidé d'inviter des organisations extérieures, notamment, l'Organisation du développement industriel (ONUDI) à contribuer à la discussion lors de sa prochaine réunion, à l'ordre du jour de laquelle figureront probablement les stratégies de diversification, les conditionnalités pour le TIM et les régimes de préférence des grands économies développées.

Expansion du Cadre intégré

Le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA a récemment reçu une impulsion de la part du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale, qui a approuvé la proposition visant à accroître les ressources et élargir le fonctionnement du Cadre intégré, lors de leur réunion du 25 septembre, à Washington. L'ambassadeur danois, Henrik Rée Iversen, qui préside l'initiative conjointe entre le FMI, le Centre du commerce international, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et l'OMC, a fait rapport à la réunion sur le fait que les engagements en faveur du Fonds intégré avaient déjà été rehaussées au cours des dernières années, passant de 13,7 millions de dollars en 2001 à 30,2 millions de dollars en mai 2005. Seize pays ont complété leurs études analytiques sur la compétitivité et 5 autres sont sur le point de les achever.

Les Membres ont également noté que 10 PMA sont en train de négocier leur entrée à l'OMC, une procédure critiquée parce qu'elle exige des concessions qui vont au-delà des règles de l'OMC et parce qu'elle impose de lourdes charges aux décideurs nationaux. L'Afghanistan, le Bhutan, le Cap-Vert, l'Ethiopie, le Laos, Samoa, Tome et Principe, le Soudan et le Yémen sont tous engagés dans le processus d'accession, qui comprend la prescription de négocier des accords bilatéraux d'accès aux marchés avec tout pays qui en fait la demande.

Règles : discussions sur l'antidumping et les pêcheries ; toujours pas de clarté sur les attentes concernant Hongkong

Les Membres de l'OMC se sont penchés sur l'antidumping et les subventions aux pêcheries, au cours des réunions du Groupe de négociation des règles, du 26 au 30 septembre.

Les délégations ont examiné plusieurs nouvelles présentations sur l'antidumping, en consacrant la majeure partie de leur temps à discuter d'une proposition qui exigerait des gouvernements Membres qu'ils mènent des consultations avec les secteurs potentiellement affectés de leurs économies avant d'imposer des droits antidumping. Elles ont également débattu sur des présentations qui abordaient la question de la date d'élimination de telles mesures. Les discussions sur les subventions aux pêcheries ont reposé sur une présentation émanant d'un groupe de petits États côtiers appelant à un traitement spécial et différencié.

Les propositions sur l'antidumping se concentrent sur l'introduction et l'élimination des mesures

Certains Membres ont formulé de fortes objections à propos de la nouvelle présentation émanant de certains des 'Amis des négociations sur l'antidumping' (FAN, TN/RL/GEN/53), un groupe de pays qui soutient le renforcement des règles aux termes desquelles les Membres peuvent imposer des mesures antidumping. La présentation conjointe de Hongkong, du Japon, d'Israël, de la Corée, de la Norvège, de Singapour, de la Suisse, de Taiwan et de la Thaïlande, développe une proposition antérieure pour indiquer comment les autorités gouvernementales des pays Membres pourraient être tenus de fournir "aux personnes pouvant être affectées par la mesure [antidumping] la pleine opportunité de faire des commentaires sur le sujet." Les Membres ont posé des questions concernant le point de savoir comment les gouvernements identifieraient les 'personnes' pertinentes, comment trouver un équilibre dans les intérêts des uns et des autres au niveau national, et le point de savoir si des décisions au niveau

national pourraient être rejetées par l'Organe d'appel. Si le FAN, le Canada et l'UE sont en faveur de l'inclusion de cette clause 'd'intérêt public' dans l'Accord sur l'antidumping, nombre de Membres insistent sur le fait que ceci serait peu souhaitable.

Une nouvelle communication émanant du Brésil, du Chili, d'Israël, du Japon, de la Corée, de Singapour, de la Suisse, de la Thaïlande (TN/RL/GEN/52) présentait des règles et procédures possibles pour le réexamen des procédures d'antidumping, prescrit dans l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Le réexamen est destiné à combler l'absence actuelle de règles explicites dans la réglementation antidumping, qui laisse aux gouvernements une grande latitude pour déterminer quand éliminer des mesures antidumping, même s'il est supposé qu'elles ne "resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires." La proposition prévoyait un cadre pour examiner quelle serait la situation si le droit antidumping était supprimé ou modifié. Les membres ont discuté des difficultés techniques rencontrées pour déterminer comment la suppression des mesures antidumping affecterait la branche de production nationale.

L'accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'Accord antidumping exigent des autorités qui adoptent des mesures antidumping qu'elles démontrent un lien de causalité entre les importations subventionnées ou faisant l'objet d'un dumping et les dommages causés à la branche de production nationale et qu'elles établissent que le préjudice ne peut être imputé à des facteurs autres que les importations faisant l'objet du dumping. Toutefois, aucun de ces Accords ne donne des instructions détaillées sur les voies et moyens de mener cet exercice, appelé 'analyse de non attribution.' Plusieurs Membres, dont l'Inde et le FAN, ont fait valoir que ceci devait être clarifié. Dans une communication (TN/RL/GEN/59), les États-Unis ont indiqué que cette analyse était très complexe et ont soutenu que des industries nationales devraient être en mesure d'obtenir réparation pour le dumping même lorsqu'il n'est pas la cause exclusive du préjudice

qu'elles ont subi. Ce point s'est avéré particulièrement litigieux ; selon le FAN, cela affaiblirait l'Accord antidumping.

Subventions aux pêcheries : les petits États insulaires font part de leurs préoccupations

Le 30 septembre, les Membres ont examiné les subventions aux pêcheries. La présentation d'une large proposition conjointe sur les disciplines pour les subventions aux pêcheries, émanant d'Antigua & Barbuda, Barbados, la République dominicaine, Fidji, Grenada, Guyana, la Jamaïque, la Papouasie Nouvelle-Guinée, St. Kitts et Nevis, Ste Lucie, les Iles Salomon, et Trinidad & Tobago (TN/RL/GEN/57/Rev.2) a suscité des discussions animées. La proposition était une version révisée de celle initialement présentée par certains de ces pays à la Réunion de juillet sur les règles, qui n'avait pas été débattue en raison de contraintes de temps. Les promoteurs de la proposition soutenaient 'qu'une approche feux de signalisation' (qui classe les subventions en trois catégories : prohibées, pouvant donner lieu à une action, ne pouvant donner lieu à une action) peut être inappropriée pour la prise en compte de questions ayant trait à la conservation du stock de poissons, laissant entendre que les accords environnementaux multilatéraux et l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture (FAO) pourraient être plus appropriés pour cette tâche. Ils ont également déclaré craindre qu'une telle approche ne permette aux Membres d'intenter des différends contre des subventions qui "encouragent directement la surcapacité et la surpêche", sans avoir à les lier directement à leurs effets sur les échanges et ont soutenu que ceci irait au-delà de la compétence technique de l'OMC. Mettant l'accent sur l'importance économique des pêcheries pour les États côtiers vulnérables, la proposition a appelé à exempter, aux fins du traitement spécial et différencié, les éléments suivants, de toute discipline : l'aide au développement, l'aide aux pêcheries artisanales ou à petite échelle, les frais d'accès dans les accords sur l'accès aux pêcheries ; et les incitations fiscales en vue de faciliter le développement de la capacité des pêcheries dans les États côtiers vulnérables.

Un grand nombre de délégations - notamment certaines qui ne s'étaient pas antérieurement exprimées dans les discussions - ont réagi à la proposition, en la saluant comme une nouvelle contribution aux négociations. L'UE et l'Australie se sont dites ouvertes à un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, en attendant davantage de clarté sur le futur système de subventions aux pêcheries et sur le sens exact du traitement spécial et différencié. La Nouvelle-Zélande a fait part de ses préoccupations concernant l'exemption totale de disciplines pour des catégories entières de subventions et a plutôt suggéré la mise en place d'un niveau 'de minimis' de subventions autorisées pour prendre en compte les questions de développement. Elle en fera une présentation plus détaillée lors de la prochaine réunion du groupe.

La proposition visant l'exemption pour les incitations fiscales, en particulier, a suscité des questions et des demandes de clarification. Le Chili, le Pérou, le Brésil et la Chine se sont opposés à la différenciation implicite qu'elle établit entre les petits États côtiers vulnérables et d'autres pays en développement. Les "Amis des poissons" - un groupe de pays défini de manière large, comprenant l'Australie, l'Argentine, le Chili, l'Equateur, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, le Pérou, la Norvège, l'Islande et les États-Unis, qui appuie une interdiction générale des subventions aux pêcheries, avec certaines exemptions - ont mis l'accent sur l'importance que revêtait la prise en compte de la surpêche et de la surcapacité, par opposition aux seuls effets des subventions aux pêcheries sur le commerce.

Le Japon a réitéré sa position courante, à savoir qu'il préférerait une interdiction des subventions aux pêcheries au cas par cas, au lieu d'une interdiction générale. Selon un Membre, une clarification supplémentaire serait nécessaire, car le document tentait d'aborder trop de questions. Les Membres ont également poursuivi les débats sur une proposition antérieure faite par l'Australie, l'Equateur et la Nouvelle-Zélande (TN/RL/GEN/54) appelant à des disciplines sur l'aquaculture, et qui soutenait que sans celles-ci, les

pays pourraient utiliser l'aquaculture pour contourner de nouvelles règles relatives à la prise de poissons sauvages. Les Membres ont généralement été d'avis que l'aquaculture était déjà couverte par les disciplines existantes et que de nouvelles disciplines ne devraient porter que sur les prises sauvages. Au vu du manque d'enthousiasme des Membres, aucune nouvelle investigation n'est attendue sur la question, pour le moment.

A la fin de la réunion, le président a annoncé son souhait de réserver du temps, lors de la prochaine session devant démarrer le 24 octobre, à une discussion générale sur les attentes des délégués concernant la Conférence ministérielle de HongKong, en décembre.

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

19 - 20 octobre, OMC, Genève, Conseil général

24 - 28 octobre, OMC, Genève, semaine sur les règles.

27 - 28 octobre, OMC, Genève, comité des subventions et des compensations

28 octobre, OMC, Genève, sous-comité du coton

8 - 10 novembre, OMC, Genève, groupe de négociation sur la facilitation

14 novembre, OMC, organe de règlement des différends - session spéciale

1-2 décembre, OMC, Genève, Conseil général

13- 18 décembre, HongKong, Chine, sixième conférence ministérielle de l'OMC.

http://www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/min05_e/min05_e.htm

EVENEMENTS AILLEURS

24 au 28 octobre 2005, Addis Abeba, Ethiopie, Réunion sur l'accomplissement de la région Afrique

Téléphone: 251-1-51-72-00 - Fax: 251-1-51-44-16

Email: ecainfo@uneca.org

Site Web: <http://www.uneca.org/>

26 au 28 octobre, Rome, Italy, troisième session du groupe de travail technique intergouvernemental sur les ressources génétiques pour l'agriculture et l'alimentation de la commission de la FAO sur les ressources génétiques.

Contact: Arturo Martinez, Chief, FAO Seed and Plant Genetic Resources Service

Téléphone: 39-6-57-056574 - Fax: 39-6-57-056347

Email: Arturo.Martinez@fao.org

Web Site: <http://www.fao.org/cgrfa>

28 octobre au 1 novembre, Beijing, Chine, Deuxième forum international de l'éducation pour le développement durable

Contact: Christiana Lawson, Forum Secretariat, Beijing, China

Telephone: 86-10-6606-7158 - Fax: 86-10-6606-7158

Web Site: <http://www.bj-aes.org/forum2005/>

26 - 27 octobre 2005, Montpellier, France, 7e Conférence internationale sur les ravageurs en agriculture, Montpellier

Renseignements et inscriptions : AFPP (01 43 44 89 64) szarb@afpp.net

7 - 8 novembre, Beijing, Chine, Conférence internationale de Beijing sur le développement des ressources renouvelables
<http://www.un.org/esa/sustdev/calendar/nov2005.htm>

7 - 8 Novembre, Dakar, Sénégal Sommet Africain sur l'Energie
Contact: Jean-Pierre Favennec
Téléphone: 33-1-4752-7116
Email: j-pierre.favennec@ifp.fr
<http://www.gvep.org/content/calendar/detail/9326>

19 - 26 novembre, FAO, Rome, Conférence spéciale de la FAO sur le développement des Etats des petites îles
Contact: John Riddle, FAO
Téléphone: 39-06-570-53259
Email: john.riddle@fao.org
<http://www.fao.org/newsroom/en/news/2005/88821/index.html>

21 - 25 novembre, Montréal, Canada, 47ème réunion du comité de direction des fonds multilatéraux du protocole de Montréal
Contact: Julia Anne Dearing, Multilateral Fund Secrétariat
Téléphone: 1-514-282-1122 - Fax: 1-514-282-0068
Email: secretariat@unmfs.org
Web Site: <http://www.multilateralfund.org>

22 -25 novembre, New Delhi, Inde, 12ème congrès mondial de l'eau
Contact: G.N. Mathur, Member Secretary, Adhering Committee of International Water Resources Associa
Telephone: 91-11-2611-5984 - Fax: 91-11-2611-6347, Email: info@worldwatercongress.org
<http://wc.worldwatercongress.org:5050/index.htm>

22 - 24 novembre, Atelier régional sur la recherche scientifique et les plans d'action pour combattre la désertification
Contact: Mukhtar Ahmed Mustafa, University of Khartoum, Sudan
Téléphone: 249-13-329232 - Fax: 249-11-780295
http://www.uofk.edu/con_work/desert2/desert2.htm

Novembre, Bruxelles, Belgique, Sommet des ministres des pays ACP
Novembre, Arusha, Tanzanie, réunion des ministres de du commerce de l'Union Africaine

Novembre, Arusha, Tanzanie, réunion des ministres du G 90.

PUBLICATIONS

Analyses et rapports spéciaux, OMC, rédigé sous la direction de Rufus Yerxa et Bruce Wilson.

Ce document recense les questions clés dans le domaine du règlement des différends constitue une analyse unique, par des professionnels du Secrétariat de l'OMC et des experts de l'extérieur, du fonctionnement et de l'évolution du système de règlement des différends de l'OMC durant les dix premières années de l'OMC. Chaque chapitre repose sur l'expérience personnelle, pratique ou théorique, que son auteur a du système. Aussi l'ouvrage devrait-il être d'une lecture instructive, et même passionnante, pour les lecteurs qui désirent en savoir plus sur la manière dont celui-ci fonctionne dans la pratique depuis 1995. Octobre 2005. www.wto.org

Rapport annuel de l'OMC 2005, OMC.

Le rapport annuel de l'OMC traite des activités courantes de l'Organisation et donne des renseignements sur sa structure, son personnel et de son budget actuel. Il est publié au premier semestre de chaque année. Juillet 2005. www.wto.org

Rapport sur le commerce mondial 2005, OMC.

Le Rapport 2005 porte sur des questions d'actualité spécifiques liées aux politiques commerciales et examine les tendances du commerce international, il a pour thème principal la relation entre les normes et le commerce. Il comprend aussi trois courts essais sur l'utilisation de l'analyse économique quantitative dans les procédures de règlement des différends de l'OMC, le commerce des services de transport aérien et les délocalisations de services. Juillet 2005. www.wto.org

Manuel sur l'AGCS, OMC.

Ce manuel a pour objet de faire mieux comprendre l'AGCS, ainsi que les difficultés et les possibilités que présentent les négociations en cours. Plusieurs encadrés ont été insérés pour donner matière à réflexion et à la fin de chaque chapitre, des questions-tests permettent de récapituler le contenu essentiel et d'en assurer la compréhension ; Mai 2005. www.wto.org

Equité et développement humain, Emmanuelle Bouquet, IDDRI. Synthèse du 3e Forum sur le développement humain, 17-19 janvier 2005, Les notes de l'iddri, n° 9. Iddri-MAE-Pnud, 2005. L'équité semble en voie d'émerger comme un nouveau mot clé dans la communauté du développement. Que recouvre cette notion et comment peut-elle contribuer à renouveler les analyses, les politiques et les pratiques liées au développement. www.iddri.org

OCDE : recueil de données, lancé par l'OCDE.

Ce document contient tous les indicateurs possibles liés aux trois piliers du développement durable. www.oecd.org/doc, 15-juin-2005

L'eau souterraine dans le droit international: compilation des traités et autres instruments juridiques, Stefano Burchi et Kerstin Mechlem.

La FAO et l'UNESCO lancent une publication consacrée à l'eau souterraine dans le droit international. L'ouvrage rassemble des instruments juridiques internationaux d'application obligatoire ou non qui, à des degrés divers et selon les perspectives, concernent les eaux souterraines. La publication a pour objet de faire état des évolutions du droit international et de contribuer à l'identification de la jurisprudence qui est en train de s'établir dans ce domaine important. 2005, www.unesco.org

Objectifs du Millénaire pour le développement - Rapport 2005, UN.

Le Rapport 2005 sur les "Objectifs du Millénaire pour le développement" est disponible en format pdf sur le site internet de l'ONU. Le Rapport a été préparé par un groupe d'experts représentant 25 agences et organisations internationales des

Nations Unies, coordonné par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport présente le tableau le plus complet à ce jour des progrès réalisés et du chemin à parcourir dans chacune des grandes régions de la planète, et constitue ainsi la clef de la préparation du Sommet du Millénaire + 5. www.un.org

Rapport canadien sur le développement 2005.

www.nsi-ins.ca/fran/publications/cdr/2005/index.asp

The Changing Landscape of Regional Trade Agreements, OMC, www.wto.org

The Trade, Debt and Finance Nexus: at the Cross-roads of Micro-and Macroeconomics, OMC, www.wto.org

Selected Issues Concerning the Multilateral Trading System, OMC, www.wto.org

Asymmetries in Regional Integration and Local Development, Giordano Paolo; Lanzafame Francesco et Meyer-stamer Jorg

Latin America has responded to the challenges of globalization with a renewed interest in regional integration and by transferring more responsibility and resources to local entities. October 2005

The Millennium Development Goals in Latin America and the Caribbean Progress, priorities and IDB support for their implementation, Jarque Carlos M.; Bouillon César; Ferroni Marco. Progress so far toward achieving the Millennium Development Goals (MDGs) in Latin America and the Caribbean has been mixed. This book depicts the situation of Latin American countries, covering progress, priorities and IDB support in achieving the MDGs throughout the region. September 2005

World Economic and Social Survey 2005 Financing for Development, FMI.

The World Economic and Social Survey 2005 focuses on the Monterrey Consensus as the current framework for international cooperation for development. The report examines the

correspondingly broad agenda for action that was set out in the Consensus, recognizing numerous accomplishments to date and draws attention to the further actions-in the financing and trade areas-that need to be undertaken in the years ahead to achieve both the Millennium Development Goals, as well as the broader United Nations Development Agenda.

http://www.un.org/esa/policy/devplan/cdp_publications/2005cdpreport.pdf

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE> © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe